

et le "pouvoir local" ?

Depuis trois semaines les Français font à nouveau connaissance avec une notion évidente, qu'avaient fait oublier 10 siècles de centralisation, 170 ans de « représentation nationale » et 10 ans de calme trompeur. Le pouvoir appartient au groupe social qui ressent le besoin de s'organiser : Institutions, Administrations, Lois et Règlements ne sont que des techniques qui permettent l'exercice du pouvoir contenu dans le groupe. Les étudiants ont brutalement exigé un retour au vrai sens des mots. Le Lycée, la Faculté, l'Entreprise, l'Administration sont devenus autant de forums où le groupe concerné essaie de reprendre son pouvoir et, maladroitement, de l'organiser.

Le mouvement s'inspire de principes très simples : tout membre d'un corps social doit disposer des moyens intellectuels, culturels, institutionnels, financiers qui lui permettent de participer à la définition des objectifs que se donne le groupe et à la mise en œuvre des moyens nécessaires pour les atteindre.

La nouveauté radicale du processus en cours vient de ce que la revendication du pouvoir étudiant ou ouvrier ne s'adresse pas exclusivement à l'appareil d'Etat mais est orientée vers la collectivité au sein de laquelle le citoyen se forme, s'instruit, travaille. Les français liquident enfin le vieux mythe du citoyen abstrait auquel les techniques du suffrage universel et de la représentation nationale suffisaient pour exprimer toutes ses aspirations et assurer la cohérence du projet social.

Et le cadre de vie?

Comment se fait-il que l'habitant figure si peu dans cette aspiration quasi biologique à l'autonomie ? Les deux tiers des Français vivent en ville.

Leurs conditions de travail, de formation, de culture dépendent, certes, des options politiques nationales, de la bureaucratie d'Etat, de l'organisation de l'entreprise mais tout autant de la manière dont le logement, le travail, l'école, les loisirs occupent l'espace au sein duquel chacun se meut. A cette dimension doit correspondre la revendication du pouvoir local. Il semble que l'habitant soit à ce point écrasé, manipulé, isolé que les exemples spectaculaires que lui donnent les étudiants et les ouvriers ne suffisent pas pour le sortir de sa torpeur. Cette passivité n'est pas fortuite.

La vie locale est « administrée » par les collectivités locales, communes et départements, et les services d'Etat. Mais en réalité ni les unes ni les autres ne sont responsables de l'aménagement du cadre de vie. Les communes ne correspondent plus aux villes et encore moins aux agglomérations, leurs moyens financiers sont insuffisants, leurs pouvoirs sévèrement encadrés; les Conseils généraux ne sont pas représentatifs et interviennent peu en matière d'équipement.

Progressivement, par le biais du contrôle financier et technique, de la coordination, de la régionalisation, les administrations ont accaparé la réalité du pouvoir mais l'impossible unité de vues entre services, et la rivalité entre castes de fonctionnaires les ont empêchées d'exercer ce pouvoir. Plus grave encore, aucune de ces institutions n'a estimé nécessaire d'informer le citoyen et de « le mettre dans le coup ».

Que faire?

La construction d'un pouvoir local réel doit s'accompagner de la volonté d'intéresser et d'associer les habitants à la gestion communale. Il ne suffit pas de mettre des services et équipements à la

disposition de la population; il faut que projets et réalisations suscitent, favorisent la participation du plus grand nombre de citoyens au maximum d'affaires publiques.

La commune, elle aussi, doit devenir critique et s'ouvrir à la discussion. Elle doit être une école de démocratie active.

Cela est possible par une information qui, dépassant la formule classique des bulletins municipaux d'auto-satisfaction, provoque les occasions de contacts et d'échanges: réunions de quartiers ou d'usagers directement concernés par telle question, enquête, exposition et débats sur des projets d'aménagements...

Cela est possible à condition de sortir du jargon administratif et technique incompréhensible aux non initiés, où les délibérations de routine étouffent les décisions importantes, où les choix fondamentaux ne sont pas révélés: voir les ordres du jour et les comptes rendus de séance de conseils municipaux, la présentation trop uniquement comptable des budgets, les études plus ou moins clandestines des plans d'aménagement...

Cela est possible par une nouvelle conception de l'école qui doit devenir par son enseignement, ses méthodes pédagogiques, ses locaux, un foyer d'éducation civique et un centre culturel de quartier.

Cela est possible par la mise en place de multiples canaux facilitant l'expression des besoins et des préoccupations, permettant la consultation, la contestation, la cogestion, ouvrant la voie à des structures de dialogue. Quelques tentatives, trop rares, ont été faites en ce sens: Etats Généraux des habitants de la commune avant le vote du budget pour recueillir les suggestions; commissions extra-municipales avec représentation des groupements directement intéressés par les questions traitées; offices socio-culturels, lieu de concertation d'une politique d'équipement; comités de quartier consultés à l'occasion de projets d'aménagement; équipement

de voisinage dont la gestion est prise en charge par les usagers.

Cela est possible par la reconnaissance effective de l'intérêt des groupements dans la vie communale, avec par voie de conséquence la mise à leur disposition de moyens de fonctionnement: locaux, accès aux sources d'information, possibilités de formation (bourses de stages...).

Les corps intermédiaires, — en particulier les groupements volontaires se situant au niveau des besoins et responsabilités du monde moderne (développement économique, aménagement du cadre de vie, animation sociale et culturelle...) — retrouveront alors toute leur importance tandis que les élus locaux qui feront part de leurs intentions, qui susciteront les avis et propositions, qui rendront compte de leur action, seront en prise directe non plus avec des administrés « passifs », mais avec des citoyens majeurs ayant pris conscience, par l'action, que la démocratie vivante ce n'est pas seulement le geste occasionnel consistant à mettre un bulletin dans l'urne une fois tous les 6 ans pour élire un conseiller municipal, mais une prise en charge plus directe et plus permanente de la vie d'une collectivité.

C'est alors que la démocratie épisodique de représentation, nourrie d'une démocratie quotidienne de participation, retrouvera tout son sens.

Conclusion

L'existence de centres autonomes de participation et de décision est une des voies les plus sûres pour résoudre la crise actuelle. Réservant aux institutions nationales les choix qui concernent tous les citoyens elle leur retirera la tentation de tout administrer d'en haut. Au lieu de secréter systématiquement les crises d'adaptation, le corps social disposera alors de structures permanentes de contestation qui assureront à la fois l'information et la participation de tous et la formulation ininterrompue des réformes nécessaires.